

Sept travailleurs humanitaires tués par une frappe israélienne

BANDE DE GAZA

Sept collaborateurs de l'ONG humanitaire World Central Kitchen livrant de la nourriture au territoire palestinien assiégé et menacé de famine ont été tués par une frappe israélienne « non intentionnelle », selon Israël. Un nouveau drame qui suscite un tollé.

Basée aux États-Unis, l'ONG World Central Kitchen, l'une des rares à opérer encore dans le territoire palestinien dévasté par près de six mois de guerre entre Israël et le Hamas palestinien, a annoncé « suspendre ses opérations dans la région » après la frappe survenue lundi à Deir al-Balah (centre).

« Malheureusement hier (lundi), il s'est produit un incident tragique, nos forces ayant frappé de façon non intentionnelle des innocents dans la bande de Gaza », a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, depuis l'hôpital où il a subi dimanche une intervention pour une hernie.

« Cela arrive dans une guerre, nous allons vérifier jusqu'au bout, nous sommes en contact avec les gouvernements et ferons tout pour que cela ne se reproduise plus jamais », a-t-il ajouté.

L'ONG WCK « est dévastée » et confirme que « sept membres de



La frappe israélienne sur le véhicule de l'ONG a fait sept victimes, c'était « non intentionnel », se défend le Premier ministre. PHOTO AFP

l'équipe ont été tués à Gaza dans une frappe des forces israéliennes». « J'ai le cœur brisé et je suis consternée que nous, World Central Kitchen et le monde, ayons perdu de belles vies aujourd'hui à cause d'une attaque ciblée des forces israéliennes », a déclaré la présidente de WCK, Erin Gore.

Demande d'enquête

Les victimes étaient « originaires d'Australie, de Pologne, du Royaume-Uni, (et comprennent aussi) un citoyen ayant la double nationalité américaine et canadienne et une personne palestinienne », selon l'ONG.

« Nous avons le cœur brisé et sommes profondément troublés par la frappe », a déclaré la porte-parole du Conseil de sécurité nationale, qui dépend de la Maison Blanche, Adrienne Watson. « Les travailleurs humanitaires doivent être protégés, car ils apportent une aide dont (les Palestiniens) ont désespérément besoin, et nous exhortons Israël à promptement enquêter sur ce qu'il s'est passé », a-t-elle ajouté.

Depuis le début de la guerre, WCK a participé aux opérations humanitaires, notamment en fournissant des repas dans le territoire palestinien,

où la majorité des quelque 2,4 millions d'habitants sont menacés de famine selon l'ONU. Elle a aidé à l'envoi d'un premier bateau d'aide de Chypre vers Gaza mi-mars.

Les victimes de WCK ont été emmenées à l'hôpital de Deir el-Balah. Un correspondant de l'AFP a vu à cinq corps et trois passeports étrangers près des débris. Depuis le début de la guerre, plusieurs ONG présentes à Gaza ont affirmé que leurs employés ou sites avaient été touchés par des frappes israéliennes.

AFP

RÉACTIONS

Anthony Albanese Premier ministre australien

« C'est complètement inacceptable. L'Australie exige que tous les responsables de la mort de travailleurs humanitaires rendent des comptes. (...) C'est une tragédie qui n'aurait jamais dû se produire. »

Pedro Sanchez Premier ministre espagnol

« J'espère, et je l'exige, que le gouvernement israélien fera la lumière dès que possible sur les circonstances de cette attaque brutale. »

Stéphane Séjourné ministre des affaires étrangères français

« La protection des humanitaires est un impératif moral et juridique auquel tout le monde doit se tenir (...) rien ne justifie une telle tragédie. La France condamne fermement cette attaque. »

Colère après l'invalidation d'un maire prokurde

TURQUIE

L'invalidation de l'élection d'un maire du parti prokurde au profit du parti au pouvoir à Van, dans l'Est de la Turquie, a suscité mardi la colère jusqu'à Istanbul.

L'élue du DEM (ex-HDP), le principal parti prokurde de Turquie, était pourtant sorti largement vainqueur dimanche des municipales, souligne son parti.

« Le ministère de la Justice tente de confisquer la volonté du peuple de Van. C'est un putsch politique », a réagi le co-président du DEM Tuncer Bakirhan lors d'un rassemblement devant le Haut conseil électoral à Ankara. « Nous rejetons la décision de la



L'opposition a remporté une large victoire dimanche lors des municipales, ce qui a donné lieu à des scènes de liesse. PHOTO A.H.

commission électorale provinciale de Van de remettre le mandat de maire de la métropole au candidat de l'AKP », s'est insurgé le parti dans un communiqué.

Abdullah Zeydan a été élu dimanche avec 55,48% des voix dans cette grande ville à majorité kurde célèbre pour son lac et proche de la frontière iranienne, contre 27,15% à son principal rival du Parti de la justice et du développement (AKP) du président Recep Tayyip Erdogan, balayé dans de très nombreuses grandes villes du pays.

Troisième force politique au parlement, le DEM dénonce une décision « illégale » de la commission électorale qui, selon lui, a contesté les droits politiques de M. Zeydan vendredi, à moins de 48 heures du scrutin. La formation prokurde affirme que son candidat avait pourtant

« accompli toutes les procédures légales requises et obtenu la validation de sa candidature par le Haut comité électoral (YSK) ». Des centaines de partisans se sont rassemblés devant le siège du parti à Van pour exprimer leur solidarité avec l'élue, lançant des fumigènes et dressant des barricades.

Les forces de l'ordre ont riposté et dispersé le rassemblement en faisant usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. « Ne pas remettre son mandat au candidat du parti DEM élu maire de Van c'est nier la volonté du peuple de Van. C'est inacceptable », a réagi sur X Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul (CHP, opposition sociale-démocrate) réélu dimanche. Elu député HDP en 2015, Abdullah Zeydan avait été arrêté l'année suivante en même temps qu'une dizaine d'autres membres de son parti. AFP